

DATE: 11-14-2017

JFK Assassination System
Identification Form

Date: 3/31/201

Agency Information

AGENCY : FBI
RECORD NUMBER : 124-10375-10410
RECORD SERIES : HQ
AGENCY FILE NUMBER : 62C-HQ-1029205-953

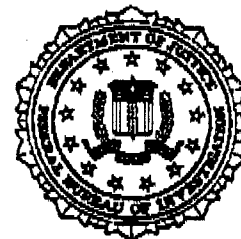
Document Information

ORIGINATOR : FBI
FROM : PA
TO : HQ
TITLE :
DATE : 09/20/1995
PAGES : 2
SUBJECTS :
JFKARCA OF 1992
DOCUMENT TYPE : PAPER, TEXTUAL DOCUMENT
CLASSIFICATION : Secret
RESTRICTIONS : 4
CURRENT STATUS : Redact
DATE OF LAST REVIEW : 04/02/1999
OPENING CRITERIA : INDEFINITE
COMMENTS :

DATE: 11-14-2017



SECRET
Office of the Legal Attache
American Embassy
Paris, France



FAX: 33/1/45.63.79.61
TELEPHONE: 33/1/43.12.7310

FROM: Legal Attache, Paris

Date: September 20, 1995

TO: JFK TASK FORCE

ATTN: Carol L. Keeley

ALL INFORMATION CONTAINED
HEREIN IS UNCLASSIFIED EXCEPT
WHERE SHOWN OTHERWISE.

Total # pages including this page: 2

BY SECURE FAX

Please reference Legat Paris tel dated 9/20/95.

Attached is the original French version of the response from the French Direction de la Surveillance du Territoire (DST), the French counter-terrorism/counter-espionage service, which document is referenced in reftel (S)

*Best regards,
Rachly Bosley*

8/6/98
CLASSIFIED BY: *5668-560/mde*
REASON: 1.5 (c.d.)
DECLASSIFY ON: X *(156)*
(JFK)

62c-HQ-1029205-953

SECRET

DATE: 14 SEP 2017 14:59

P.1

SEP 21 10 06 AM '95

07 SEP 1995

LE :

N° D :

9458

OBJET : Assassinat du Président Kennedy.

REFER. : Vos notes : 1100 du 23 août 1995,
1104 du 31 août 1995,
1107 du 1er septembre 1995.

Les activités de la D.S.T. sont protégées par le Secret Défense, lequel s'applique aux correspondances échangées avec les services alliés.

En conséquence, nous ne pouvons pas autoriser la divulgation des renseignements mentionnés dans les notes 1104 du 31 août 1995 et 1107 du 1er septembre 1995. Dans ces documents, la D.S.T. est nommément citée à de nombreuses reprises et l'un de ses fonctionnaires est désigné par son nom. En outre, les identités des personnes ayant fait l'objet d'enquêtes sont clairement indiquées. Certaines d'entre elles ont encore une activité et pourraient très facilement tenter un procès à la D.S.T.

Dans ces conditions, vous comprendrez sans difficulté notre position. En revanche, les informations mentionnées dans la note N° 1100 du 23 août 1995 et se rapportant à une escroquerie au renseignement (affaire Stéphane Cisowski) peuvent être versées à vos archives nationales.